

OGM : BON POUR LA CROISSANCE



Par Gilles Saint-Paul, chercheur à l'Institut d'économie industrielle de l'université de Toulouse.



Des progrès considérables ont été réalisés ces dernières années dans le domaine des organismes génétiquement modifiés. La Commission européenne en a bien conscience, qui prévoit de dépenser 2 milliards d'euros par an dans la recherche biotechnologique dès 2003. Cependant, les gouvernements, attentifs à une opinion publique échaudée par la crise de la vache folle, semblent plus réticents.

Si l'Europe tourne le dos aux biotechnologies, la réalité risque d'être amère : le lent déclin d'une agriculture en perte de vitesse relativement à l'essor de la frontière technologique mondiale; les plus pauvres contraints de payer deux fois trop cher les denrées alimentaires; la recherche américaine raflant tous les brevets, ce qui renforcera le pouvoir économique de l'Amérique et sa capacité à attirer les élites.

Ainsi, en 1998, les chercheurs américains ont créé des porcs transgéniques, dont la viande est moins grasse. Ces porcs se vendent 6 dollars de plus que les porcs ordinaires. Cette invention augmenterait la valeur de marché du cheptel européen (100 millions de têtes) d'environ 600 millions

d'euros. Si l'Europe s'oppose à son adoption, elle perdra 6 dollars par porc vendu sur le marché mondial; à coût de production égal, cela signifie que l'industrie porcine ne pourra plus concurrencer les Américains et les Asiatiques. De même, les variétés de coton résistantes aux insectes font augmenter le rendement de 4 à 8 %. Et ce n'est qu'un début : 97 % de l'ADN est « vierge », autrement dit on peut l'enrichir d'une infinité de gènes. Il y a fort à parier que nous nous trouvons au début d'un cycle d'innovations cumulatives comparable à celui de l'informatique.

Certes, de nombreux produits transgéniques sont voués à l'échec. Loin de condamner les biotechnologies, ces échecs témoignent plutôt de leur vitalité. Au XIV^e siècle, la Chine était le pays technologiquement le plus avancé. Six cents ans plus tard, c'était un pays pauvre. Certains historiens accusent l'obscurantisme des mandarins et leur aversion pour la technologie. Les lobbys « écologiques » et les gouvernements qui leur accordent trop d'importance seront-ils les mandarins de l'Europe du XXI^e siècle ?

“Nous entrons dans un cycle d'innovations cumulatives comparable à celui de l'informatique.”

Vive le mythe égalitaire !

Allons-nous vivre dans un monde plus inégalitaire ? Pour nombre de Français, une société plus mondialisée, c'est une société plus injuste. Selon une enquête réalisée par la Sofres au printemps 2002, nos concitoyens jugent notre société violente, hiérarchique, bloquée. Or cette situation est d'autant plus insupportable que notre pays reste marqué par le mythe égalitaire, au contraire d'autres – on pense aux Etats-Unis, où les inégalités sont acceptées au nom du mérite individuel. En France, combattre les inégalités est l'un des principaux enjeux politiques pour l'avenir. Et c'est aussi un vrai élément de différenciation entre la droite et la gauche.

La mode de l'expression « France d'en haut, France d'en bas » repose sur ce mythe égalitaire. Cette formule attrape-tout permet à chacun de s'identifier au pays d'en bas face au pays d'en haut, celui des privilèges indus. Mais on ne peut en rester là. Ce succès cache aussi de gros risques de poujadisme, car il est le symptôme d'une crise profonde de la démocratie représentative. De plus en plus de Français ne voient pas l'intérêt d'aller voter pour un député, voire pour un président de la République

qui prétend représenter l'ensemble de la nation, alors que le clivage entre classes sociales s'approfondit.

Aujourd'hui, le fatalisme le dispute souvent au sentiment de révolte face à la précarité, aux discriminations, aux ratages de l'éducation et à la crise de l'Etat. Il ne faut donc pas s'étonner si 47 % des Français, selon la même enquête de la Sofres, estiment que l'idée de classe sociale a toujours un sens (ils n'étaient que 38 % il y a trois ans). Cette opinion se nourrit du sentiment que tous n'ont pas les mêmes droits au quotidien : école, logement, emploi ou accès à la justice. Manifester, faire grève, refuser les enjeux électoraux en choisissant le vote extrême ou l'abstention, c'est une manière de refuser cette injustice. C'est la perte de confiance dans les valeurs collectives et les institutions qui accentue la montée des corporatismes.

Que faire, alors ? La première tâche doit être de reconstruire une utopie égalitaire : que les Français reprennent espoir dans l'ascenseur social, et leur perception de l'avenir, de l'Europe et de la mondialisation sera changée ! De fataliste, elle deviendra optimiste. La seconde tâche consiste à redéfinir les politiques publiques de correction des inégalités. Toutes les fonctions éducatives et sociales de l'Etat sont concernées. La lutte contre les inégalités est déterminante pour que les Français reprennent confiance en la politique.



Par Lucile Schmid, Economiste, membre du Parti socialiste.